

. 0777

ECOLES EUROPEENNES

EE/2376/91-FR

N/réf. 91-D-141

LE 11 JANVIER 1991

RAPPORT DU REPRESENTANT
DU CONSEIL SUPERIEUR
DES ECOLES EUROPEENNES

UN REGARD VERS L'AVENIR

La conférence de Namur sur la dimension européenne dans le domaine de l'Education qui s'est tenue à Namur en mai 1990 a été importante pour les Ecoles européennes. Nous avons apporté notre aide à son organisation, nous en avons assuré le secrétariat et quelque dix représentants de nos Ecoles y ont participé. Il a été très agréable de lire dans le rapport de la conférence que les Ecoles européennes ont beaucoup à offrir, ce qui résulte d'ailleurs également de manière très claire des nombreuses et fréquentes demandes d'informations que nous recevons de toutes les parties de l'Europe. La visite récente au Bureau de délégations venant de l'Inde et de l'Union Soviétique montre l'intérêt que nous pouvons susciter par notre apport dans le domaine de l'éducation en général et de la pédagogie en particulier. Il sera intéressant de voir quel est le rôle que le Conseil supérieur a l'intention de faire jouer aux Ecoles européennes dans le futur.

Le fait que les Ecoles européennes commencent à être bien connues a bien entendu son importance également pour les enseignants. Nul doute que dès maintenant des demandes seront adressées par les divers pays pour disposer d'enseignants qui pourront les aider à promouvoir la dimension européenne dans les écoles nationales. Qui pourrait être mieux qualifié que les enseignants qui ont exercé dans les Ecoles européennes pendant un certain nombre d'années?

Il paraît vraisemblable que le nombre des Ecoles européennes va augmenter dans un futur assez proche. Par la création de nouvelles institutions et de nouveaux centres communautaires, le besoin se fera sentir de prévoir des Ecoles pour l'éducation des enfants des agents qui y exerceront. Qui sait si peut-être un jour il n'y aura pas une Ecole européenne dans chacun des pays de la Communauté européenne ?

Le futur des Ecoles dépendra également d'une manière ou d'une autre de la proposition de la Commission pour un nouveau Statut. Il est de la plus haute importance pour le bon fonctionnement du Bureau et pour la vie des Ecoles d'introduire des mesures de modernisation. En ce qui me concerne par exemple, l'introduction d'une majorité qualifiée me paraît susceptible d'accroître l'efficacité de l'administration générale des Ecoles européennes. Elle irait de pair avec les efforts faits par chacune des Ecoles en particulier pour améliorer leur fonctionnement quotidien. L'informatisation est un autre élément conduisant au même but et je suis heureux d'être en mesure d'annoncer que les premières étapes conduisant vers une transparence et vers une efficacité du fonctionnement des Ecoles européennes de Bruxelles I, de Bruxelles II et du Bureau ont été franchies. Nous sommes sur la bonne voie pour remédier aux critiques de la Cour des comptes.

En confiant aux ordinateurs le soin de régler les détails techniques, administratifs et financiers des Ecoles, nous n'obtiendrons pas seulement de meilleurs résultats, mais nous contribuerons à réserver aux équipes dirigeantes des Ecoles plus de temps pour leur permettre de se consacrer au bon fonctionnement de notre système scolaire. Nous allons faire en sorte de "rendre des bonnes Ecoles encore meilleures". Nous serons également mieux équipés pour montrer au monde extérieur les qualités de notre système éducatif, en nous fondant sur les informations qui résulteront des visites communes d'Inspecteurs aux Ecoles, sur le rapport détaillé et fouillé établi par Monsieur Michael HART à la suite des rapports des examinateurs du Baccalauréat et sur les statistiques établies par M. Jean SCHON à propos des études universitaires entreprises par les élèves qui ont quitté les Ecoles européennes.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE
Au 15 septembre 1990, la situation est la suivante :

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	TOTAL
Bruxelles I	206	1147	2029	3382
Bruxelles II	145	938	1363	2446
Luxembourg	355	1235	1518	3108
Mol	38	228	443	709
Varese	116	499	689	1304
Karlsruhe	83	472	586	1141
Bergen	92	338	402	832
Culham	88	280	433	801
Munich	64	341	471	876
TOTAL	1187	5478	7934	14599

Cette situation indique une progression de 374 élèves par rapport à l'année précédente, soit une augmentation de 2,6 %.

L'augmentation concerne les Ecoles de :

Bruxelles I	de 3285 à 3382 élèves (+ 2,9 %)
Bruxelles II	de 2412 à 2446 élèves (+ 1,4 %)
Luxembourg	de 3063 à 3108 élèves (+ 1,5 %)
Varese	de 1285 à 1304 élèves (+ 1,5 %)
Karlsruhe	de 1129 à 1141 élèves (+ 1,1 %)
Bergen	de 789 à 832 élèves (+ 5,4 %)
Munich	de 816 à 876 élèves (+ 7,4 %)

Les deux Ecoles pour lesquelles une diminution avait été constatée l'année dernière sont à nouveau en période de croissance.

En effet : Mol passe de 666 à 709 élèves (+ 6,5 %)
et : Culham passe de 780 à 801 élèves (+ 2,7 %)

Le fait que les Ecoles de Bruxelles II et de Luxembourg se développent moins que la plupart des autres Ecoles s'explique par la saturation de ces deux Ecoles. L'admission d'enfants privés a été pratiquement stoppée au profit des enfants de droit. Bruxelles II se voit obligée de refuser des enfants de droit dont l'inscription doit se faire à Bruxelles I. Il en résulte que les enfants d'une même famille doivent parfois fréquenter deux Ecoles différentes entraînant des problèmes de transport très désagréables. J'attire une fois de plus l'attention sur l'urgence de réaliser l'annexe à Bruxelles II. Il est regrettable de constater que ce qui aurait dû se limiter à un problème technique a pris une tournure telle qu'il en est résulté un problème majeur.

Le Ministère des Travaux publics du Royaume de Belgique m'a fait savoir qu'un délai de trois ans doit être envisagé entre le moment où le choix du site aura été effectué et le moment où les bâtiments seront disponibles.

Compte tenu de l'annonce de recrutement de fonctionnaires des Communautés qui seront en poste à Bruxelles, tout retard supplémentaire dans la construction d'une annexe destinée à élargir la capacité d'accueil des Ecoles de Bruxelles aura des conséquences graves.

De ce fait il est nécessaire de rechercher une solution intermédiaire jusqu'au moment où l'annexe aura été construite. J'ai pris des contacts à ce sujet avec les autorités belges avec lesquelles des négociations sont en cours.

L'augmentation des effectifs de l'Ecole de Bergen avait été annoncée dans mon rapport de janvier 1990. Aux causes citées dans ce rapport il convient d'ajouter le fait que la Direction de l'Ecole a accepté des inscriptions nouvelles à la suite de nombreuses demandes locales de familles intéressées à l'enseignement dispensé à l'Ecole européenne.

Il faut noter enfin que les effectifs des neuf Ecoles européennes sont en accroissement cette année contrairement à la rentrée de 1989 où deux Ecoles avaient vu leurs effectifs en légère diminution (Mol et Culham).

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES

La situation au 15 septembre 1990 se présente comme suit :

ECOLES	En fonction au 15/09/89	En fonction au 15/09/90	Augmentation ou diminution
Luxembourg	192	202	+ 5,2 %
Bruxelles I	214	220	+ 2,8 %
Bruxelles II	148	148	-
Mol	66	66	-
Varese	100	102	+ 2 %
Karlsruhe	82	85	+ 3,7 %
Bergen	68	67	- 1,5 %
Munich	60	66	+ 10 %
Culham	73	74	+ 1,4 %
TOTAL	1003	1030	+ 2,7 %

A ces enseignants détachés par les Etats membres il faut ajouter les chargés de cours indispensables dans les Ecoles soit pour compléter les horaires lorsque, après la répartition des heures de cours entre les enseignants, il reste un nombre d'heures insuffisant pour justifier la création d'un poste pour un enseignant détaché, ou encore pour remplacer les enseignants titulaires à l'occasion d'absences de courte durée. Certains gouvernements détachent en outre des chargés de cours. C'est le cas notamment à Bruxelles I où 23 heures de cours sont données à un chargé de cours désigné par la Grèce pour le cycle secondaire.

En ce qui concerne la prise de fonction des enseignants italiens à la rentrée de septembre 1990, je dois noter une amélioration sensible de la situation par rapport aux difficultés signalées dans le passé. Je dois néanmoins souligner que dans un certain nombre d'Ecoles plusieurs enseignants italiens n'étaient pas en poste au début de l'année scolaire. Les retards se sont échelonnés de plusieurs jours à deux mois. Je demanderais en conséquence à la délégation italienne d'améliorer encore la procédure de nomination des enseignants qu'ils détachent dans les Ecoles européennes, afin que l'année scolaire puisse démarrer avec un effectif complet dès la rentrée.

III. EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Il convient de relever dans les rapports de la rentrée scolaire 1990/1991 les remarques essentielles suivantes faites par les Directeurs :

A BRUXELLES I le Directeur note avec regret que trois postes d'enseignants n'ont pas été pourvus à la rentrée scolaire, bien que le Conseil supérieur ait approuvé la création de ces postes lors de sa réunion d'avril 1990 à Paris. Il s'agit d'un poste à pourvoir par le Luxembourg et deux postes à pourvoir par la France.

En outre, le Gouvernement belge n'a pas procédé au remplacement d'un poste de professeur admis à la retraite. Il résulte de cette situation une augmentation sensible des dépenses à prévoir dans le cadre de la subvention des Communautés européennes en l'absence de recette gouvernementale par versement d'un traitement national.

En ce qui concerne les bâtiments scolaires, il faut noter que si le Gouvernement belge a fait un effort pour améliorer la situation des salles de détente et dans la remise en état des peintures des pavillons, il conviendrait de remédier rapidement aux inconvénients signalés en ce qui concerne les laboratoires, dont l'état présente des risques en ce qui concerne la sécurité.

Enfin, grâce aux efforts qui seront faits dès le début de l'année 1991, l'Ecole pourra disposer dans un avenir de deux ans environ d'une meilleure infrastructure pour les sports et pour la cantine et pourra résoudre le problème du parking qui apporte actuellement des nuisances aux riverains de l'Avenue du Vert Chasseur.

A LUXEMBOURG plusieurs classes sont actuellement encore installées de manière provisoire obligeant certains cours à fonctionner de manière itinérante. Les difficultés signalées dans mon rapport de janvier 1990 se sont aggravées. Cependant les perspectives d'une amélioration de la situation sont bonnes puisque les autorités luxembourgeoises ont promis de commencer à court terme la construction d'une nouvelle école maternelle et prévoient la construction à plus long terme d'une extension des bâtiments du primaire et du secondaire.

La question se pose de savoir s'il ne conviendrait pas, compte tenu de l'évolution de la population scolaire de prévoir la construction à Luxembourg d'une deuxième Ecole européenne.

POUR BRUXELLES II j'ai déjà eu l'occasion dans mon introduction de souligner l'urgence de la construction d'une annexe. Je voudrais encore attirer l'attention sur le fait que les pavillons installés par les travaux publics à titre provisoire sur le terrain de sport devaient être démontés en septembre 1990. Heureusement ils sont toujours en place et il conviendrait de ne pas en prévoir le démontage avant que l'annexe ne soit construite, bien qu'ils occupent un espace qui était normalement destiné aux activités sportives de l'Ecole.

Je ne voudrais pas passer sous silence les efforts importants accomplis par l'Etat belge pour la mise en chantier d'un très beau terrain de sport qui comprendra, selon les plans présentés par le Ministère des travaux publics, les installations les plus modernes.

A VARESE aucune amélioration ne s'est réalisée au moment où ce rapport est établi. Pourtant à plusieurs reprises, un espoir pointait à l'horizon pour le déblocage du montant qui avait été annoncé par la délégation italienne au Conseil supérieur. Il semble que seules des tracasseries administratives retardent encore la mise à la disposition de ces montants qui ont pourtant été jugés indispensables pour la remise en état des bâtiments dont la construction remonte à plus de trente ans.

Les Directeurs successifs ont attiré l'attention sur les problèmes de sécurité qui se posent pour les élèves de cette Ecole. A l'occasion de mes passages à Varese, j'ai pu constater que les appels lancés aux autorités italiennes pour effectuer ces travaux sont totalement fondés.

J'ose espérer que les améliorations indispensables seront réalisées dès la fin de l'hiver.

A KARLSRUHE, le Gouvernement de la République fédérale conjointement avec le Land Baden-Württemberg et la Ville de Karlsruhe ont réalisé de gros efforts pour améliorer la structure d'accueil de l'Ecole. Ces améliorations ne se sont pas limitées à la construction d'un bâtiment supplémentaire mais aussi à l'amélioration des locaux existants.

Que les autorités allemandes soient remerciées pour leurs efforts ainsi que pour les relations qu'ils entretiennent avec le personnel de l'Ecole et avec les parents d'élèves auxquels ils accordent les mêmes droits qu'aux parents dont les enfants fréquentent les écoles nationales.

A CULHAM le Gouvernement du Royaume-Uni a tenu compte des dangers signalés à plusieurs reprises pour les élèves de devoir traverser une route à grande circulation pour se rendre sur le terrain de sport. Une passerelle a été construite et inaugurée officiellement en présence des autorités britanniques au mois de juin 1990.

Il reste néanmoins que les installations sportives par mauvais temps sont nettement insuffisantes. En effet une seule salle de gymnastique doit accueillir les filles et les garçons de l'ensemble de l'Ecole. Je pense que les autorités devraient inscrire la construction d'au moins un gymnase supplémentaire dans leurs priorités.

Concernant les trois autres Ecoles, aucune remarque particulière ne demande à être relevée des rapports établis par les Directeurs.

Je voudrais à ce sujet remercier les Ecoles pour la description détaillée des activités développées par les professeurs et par les parents. Elles montrent combien les Directeurs attachent une grande importance à établir les liens entre les sections linguistiques et à développer auprès de leurs élèves une conscience européenne qui doit être à la base même de nos Ecoles.

IV. REALISATIONS DU CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE

- Sur le plan administratif

□ Le Conseil supérieur s'est penché sur la proposition de modification du Statut de l'Ecole européenne introduite par la Commission des Communautés européennes. Dans un premier temps l'examen de cette question portait essentiellement sur les deux points suivants :

- demande de la Commission d'être partie contractante dans le Statut de l'Ecole européenne

- introduction du vote à la majorité des 2/3 au lieu de l'unanimité pour la plupart des décisions, par assimilation aux décisions prises par les Communautés européennes dans le cadre de l'Acte unique.

La discussion s'est ensuite élargie dans le sens d'une révision globale du Statut de l'Ecole. Actuellement les discussions n'ont pas encore abouti. Le Conseil supérieur est saisi d'un projet établi par la Commission sur la base des discussions qui ont eu lieu au sein du groupe de travail établi par le Conseil supérieur.

□ Le Conseil supérieur a pris acte des nouveaux accords de financement signés avec des sociétés intéressées par l'admission des enfants de leurs agents dans les Ecoles européennes. Il a décidé en outre que de nouveaux accords ne pourront plus être signés pour les Ecoles présentant des difficultés d'hébergement en raison de l'insuffisance de locaux. Il n'a pas pu à ce jour réaliser un accord de financement avec l'OTAN. Des pourparlers sont en cours. Ils pourraient aboutir à un accord dans le courant de l'année 1991.

□ Le projet informatique approuvé par le Conseil supérieur a pris effet au 1er janvier 1991 en ce qui concerne la phase I, à savoir la mise sur ordinateur de la comptabilité et du budget (projet COBEE). Le démarrage a eu lieu pour les Ecoles européennes de Bruxelles I et de Bruxelles II en relation avec le Bureau du Représentant du Conseil supérieur. L'élargissement aux autres Ecoles suit son cours comme prévu dans le plan initial.

□ Le Statut du personnel enseignant fait l'objet d'une proposition de révision globale au sein d'un groupe de travail qui rendra compte de ses discussions à l'occasion du Conseil supérieur d'avril 1991.

□ Le mandat des membres de la Chambre de recours a été reconduit pour trois ans.

- Sur le plan pédagogique

□ Concernant le rôle des Ecoles européennes dans les années 1990, le Conseil supérieur est prêt à apporter son concours aux débats qui ont lieu dans le cadre du Comité de l'Éducation. Il considère notamment que les Ecoles européennes peuvent être appelées à jouer un grand rôle par l'apport de leur expérience en matière pédagogique qu'elles peuvent fournir aux pays dans le cadre d'une plus grande européanisation de leur enseignement national.

□ Les Inspecteurs des deux cycles n'ont pas ménagé leurs efforts pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans les Ecoles européennes. Je voudrais leur rendre dans ce rapport un hommage tout particulier, car ils ne bénéficient pas suffisamment des décharges de leurs obligations nationales qui ont été demandées à plusieurs reprises. Il en résulte pour eux un surcroît de travail considérable.

□ Ils ont été appelés à se réunir à plusieurs reprises en vue de proposer au Conseil supérieur les successeurs des Directeurs et Directeurs-Adjointes qui ont quitté les Ecoles européennes à la fin de l'année scolaire écoulée ou au cours de la présente année scolaire. Ces mouvements de personnel de direction ont été particulièrement nombreux cette année.

□ En ce qui concerne les réalisations pédagogiques proposées par les Conseils d'inspection et approuvées par le Conseil supérieur, je les citerai pour mémoire ci-après :

- * inspections en équipes des Inspecteurs du primaire soit pour examiner le bon fonctionnement des Ecoles, soit pour se pencher sur des points particuliers,
- * réforme du cycle d'observation . Une mise au point a été faite et a donné lieu à des instructions détaillées approuvées par le Conseil supérieur et fournies aux Ecoles.
- * réalisation de la deuxième phase du renforcement des structures internes du secondaire accordant aux neuf Ecoles des décharges en vue de l'orientation des élèves.
- * établissement et examen des statistiques sur les résultats du Baccalauréat européen avec l'engagement de poursuivre l'examen de ces statistiques au niveau des résultats universitaires obtenus par les anciens élèves des Ecoles européennes.

* établissement et examen des rapports détaillés des examinateurs externes du Baccalauréat.

* Le Conseil supérieur est saisi au cours de la présente réunion d'un projet d'organisation permettant l'attribution d'un certificat intermédiaire aux élèves à la fin de la 5ème année secondaire. Ce projet est l'aboutissement de longues discussions et de négociations au sein du Conseil d'inspection secondaire et du Comité pédagogique. Il a fait l'objet également de discussions niveau des Ecoles. Puisque ce projet tient à coeur aux parents d'élèves et qu'il m'apparaît utile notamment pour les élèves qui quittent les Ecoles européennes et qui voudraient pouvoir disposer d'un document officiel prouvant les études faites, les options choisies et les langues étudiées, j'espère que le Conseil supérieur réservera à cette proposition un accueil favorable.

*

*

*

UN REGARD SUR LE PASSE

Chaque année (y compris l'année 1990) a apporté avec elle une augmentation du nombre des réunions entraînant avec elle un surcroît de travail administratif pour l'établissement, la multiplication et l'expédition de documents. En 1990, 57 réunions ont été organisées demandant l'impression et l'envoi de près d'un million cinq cent mille pages de documents produits dans les neuf langues. Heureusement le travail ne se limite pas aux inconvénients qui en résultent, mais il est également varié et intéressant. Il n'aurait pas pu être réalisé d'une manière aussi correcte et efficace sans un personnel dévoué. C'est pourquoi j'exprime ici mes chaleureux remerciements à tous les collègues du Bureau.

Mes remerciements particuliers s'adressent à notre équipe de Direction qui a accepté avec grâce mes essais pour réaliser la coordination, la participation et la délégation de tâches. Merci Gilbert PINCK, Guy CHARLIER, Pierre VIJVERMAN, Marc MATTELET et Jacqueline GUILLICK. Je crois que ce n'est un secret pour personne de dire que la haute compétence de Gilbert PINCK est indispensable à la vie quotidienne de notre Bureau.

Malheureusement il nous a fallu faire nos adieux à Guy CHARLIER qui nous quitte pour exercer ses activités à l'autre bout du monde. Je le remercie pour quatre années de travail plein de réussite. Par chance, une excellente succession a pu être trouvée en la personne de Albert KUHN, ancien membre de la délégation allemande au Comité administratif et financier. Je lui souhaite la bienvenue.

Mes remerciements chaleureux s'adressent aussi à tous les autres partenaires du monde des Ecoles européennes. Ces remerciements s'adressent aux Délégations, qui ont toujours manifesté un intérêt actif et constructif pour les problèmes des Ecoles et qui ont contribué à en résoudre de nombreux, aux Comités préparatoires qui ont une fois de plus en 1990 contribué à réaliser des progrès dans les domaines pédagogiques, administratifs et financiers, aux enseignants qui, malgré leur mécontentement à l'égard de certaines mesures prises, ont travaillé durement et loyalement, aux parents, qui ont contribué à la solution de maints problèmes, et enfin aux élèves, qui nous ont tous impressionnés par leurs efforts consciencieux et efficaces.

Un travail important est effectué par les Comités locaux et particulièrement par les Conseils d'administration de chaque Ecole. C'est là que les questions de base sont discutées et (heureusement) résolues. Celles-ci ne pourraient bien entendu pas l'être avec succès sans l'aide précieuse des Directeurs et de leurs proches collaborateurs. Je suis heureux de voir que des équipes de Direction ont également été créées dans certaines Ecoles, ce qui a facilité grandement le déroulement des réunions des Conseils d'administration et le travail des Ecoles en général. Merci aux Directeurs et à leurs équipes pour ce travail et un mot particulier de bienvenue au nouveau Directeur de l'Ecole de Varese, Monsieur Jörg HOFFMANN.

En jetant un regard sur l'année qui vient de s'écouler je ne trouve que de multiples et bonnes raisons pour jeter avec confiance un regard sur les tâches importantes qui se dessinent dans l'avenir.

* * *